

# Articles extraits du journal de la catastrophe de Fukushima

## Par François Leclerc

(sur le blog de Paul Jorion)

Source : [www.pauljorion.com/blog/?cat=1266](http://www.pauljorion.com/blog/?cat=1266)

- Le secret nucléaire résiste à la catastrophe de Fukushima - le 1er août 2011. 1
- Fukushima prend toute sa dimension - Le 10 juillet 1
- Corinne Lepage : *La vérité sur le nucléaire, le choix interdit* (livre aux éditions Albin Michel) 2
- Des promesses n'engagent que ceux à qui elles sont faites - le 7 juillet 2
- L'industrie électro-pernicieuse - Le 19 juin 3
- Même motif, même punition - Le 30 mai 2011 4

### Le secret nucléaire résiste à la catastrophe de Fukushima - le 1er août 2011.

Le 11 mars 2011, un puissant séisme, puis un tsunami dévastateur, ravageaient des régions entières du Japon, déclenchant la troisième catastrophe nucléaire de l'histoire après Three Mile Island et Tchernobyl. Plus de quatre mois après, la situation n'est toujours pas stabilisée à Fukushima, en dépit des affirmations officielles, Tepco, l'opérateur technique, ayant transformé une usine produisant de l'électricité en une fabrique d'eau radioactive, qu'il ne parvient toujours pas à maîtriser.

La nature de cette catastrophe est différente de Tchernobyl, dont la réédition était crainte. Après une première phase aiguë, avec fusion du combustible, percement des cuves des réacteurs et formation de coriums, la situation est aujourd'hui chaotique, imposant dans l'urgence de contournements bricolages, toujours susceptible de rebondissements. Contenue, la crise est rampante, sans que la longue phase de démantèlement qui doit suivre puisse être entamée. Destinée à durer une décennie et plus, elle va imposer d'avancer dans l'inconnu.

Par nature, l'activité nucléaire s'inscrit dans une longue échelle de temps. Elle recèle aussi un immense potentiel destructif, ces deux caractéristiques impliquant des responsabilités qui ne peuvent être éludées. Ne pouvant être banalisée, elle se rappelle de temps en temps à notre mauvais souvenir.

Fukushima a fait resurgir une sourde inquiétude et généré de nouvelles interrogations sur le risque nucléaire civil. C'est la mesure même de celui-ci qui est désormais en cause. Des responsables en viennent à dire qu'il faut penser à l'impensable. Puisque le « zéro risque » n'existe pas, est-il admissible de le prendre, vu son potentiel destructeur ? Aucune réponse ne peut être apportée, sauf des propos apaisants et l'annonce de progrès technologiques, déjà mis en cause, qui aboutissent à de tels surcoûts qu'ils alourdissent encore l'équation économique et financière de l'électro-nucléaire, déjà suspecte.

En ces temps de sortie du nucléaire par l'Allemagne et l'Italie, le Japon est le laboratoire d'une réduction obligatoire de 15% de la consommation d'électricité durant l'été, tant des usines que des japonais dans leur vie de tous les jours. A terme, les industriels craignent une délocalisation de certaines productions et militent pour la relance des 36 des 54 centrales stoppées, qui produisent habituellement 30% de l'électricité.

Les voies de la propagation de la contamination vont-elles pouvoir être étudiées dans des conditions de transparence

que Tchernobyl n'a pas permis, dans le contexte de la société soviétique de l'époque ? Des obstacles et des résistances se dressent, déjà illustrées par des campagnes de mesure imparfaites suivant des protocoles accommodants. Le secret auquel le nucléaire a accoutumé n'a pas disparu pour autant dans une société démocratique.

Les polémiques sur de nouvelles évacuations réclamées se poursuivant, des populations entières ont été déplacées ou ont le sentiment d'être prises en otage. La chaîne alimentaire a été touchée, démontrant qu'il n'est pas possible de mettre toute une région sous cloche. Pour donner une seule image, 34.000 enfants de la région de Fukushima vont être équipés en permanence de dosimètres.

Les rallonges budgétaires se succèdent. La production a été atteinte plus que prévu et la dette publique – 200% du PIB – ne va pouvoir qu'enfler.

Les conséquences ne sont pas uniquement économiques et sociales, elles sont également politiques. Le débat sur la sortie du nucléaire a été engagé par le premier ministre lui-même, sous la pression de l'opinion publique : un sondage publié il y a un mois dans le Tokyo Shimbun a montré que quatre japonais sur cinq y sont favorables.

Enfin, dans toute l'étendue de son influence et des connivences sur lequel il s'appuie, il a émergé un puissant complexe électro-nucléaire – sur le mode du complexe militaro-industriel américain – dont on observe avec quelle force il se bat pour obtenir la relance du parc nucléaire. Sous couvert de « stress tests », cette mode accommodante habillant les centrales nucléaires ainsi que les établissements financiers, un étrange rapprochement pour un procédé dans les deux cas peu convaincant.

Fukushima, c'est un zéro pointé.

### Fukushima prend toute sa dimension - Le 10 juillet

« Il faudra trois, cinq, voire dix ans pour parvenir à en reprendre le contrôle, et même plusieurs décennies pour remédier aux conséquences de l'accident », vient de déclarer à propos de Fukushima Daiichi Naoto Kan, le premier ministre japonais.

C'est la première fois que les autorités japonaises s'avancent à formuler une estimation des délais qui seront nécessaires pour procéder à la décontamination du site. Une nouvelle annonce présentant les étapes de celle-ci ainsi que leur calendrier devrait intervenir le 19 juillet prochain.

Le projet, qui circule déjà au Japon, s'appuie sur l'expérience américaine qui a fait suite à l'accident de Three Mile Island, ce qui en trace sans plus attendre les limites. Le combustible de trois réacteurs a fusionné, traversant la cuve contrairement à ce qui s'était passé aux Etats-Unis.

Le démantèlement des réacteurs s'annonce comme une opération de longue haleine nécessitant la conception et la mise au point de méthodologies et d'équipements spécifiques, en particulier afin de recueillir le combustible après fusion, dont on ne connaît pas l'état et la localisation exacte. Il sera également nécessaire de vider les piscines de stockage du combustible usagé, au contenu entreposé dans des conditions perturbées compliquant l'opération. De découper les gigantesques structures radioactives des réacteurs. Et enfin, de stocker pour une longue période dans les conditions de sécurité les meilleures ces masses de débris radioactifs.

Un tel chantier n'a jamais eu d'équivalent et va faire appel à des ressources encore à inventer, pour un coût indéterminé et qu'il va falloir financer. Son démarrage suppose que la reprise en main de la centrale soit réalisée, ce qui est encore

loin d'être le cas en dépit des progrès qui ont été accomplis. La mise en marche fonctionnelle des nouveaux systèmes de refroidissement des réacteurs, permettant l'arrêt de la production continue d'eau hautement contaminée est encore en suspens.

L'évacuation – après décontamination partielle – des masses d'eau répandues dans les sous-sols est encore problématique et de longue haleine. Enfin, ses bâtiments et structures éprouvés, la centrale reste vulnérable aux éléments : pluies tropicales, secousses telluriques... et tsunamis.

Dans l'immédiat, de mauvaises nouvelles sont égrenées au fil des jours. Des taux de contamination radioactive très élevés sont ici ou là relevés dans l'environnement ou dans l'alimentation, mettant en évidence que les zones d'évacuation ont été taillées de manière trop restrictive et sans mesures adéquates de la radioactivité et que leurs frontières ne sont pas étanches.

Plusieurs centaines de milliers de Japonais sont en conséquence condamnés à vivre dans l'incertitude et le danger, qui s'accroît à la longue, à force de l'exposition cumulée à des radio-éléments à longue durée de vie (césium). S'en tenant au démantèlement des installations de la centrale, le plan gouvernemental ne prend pas en compte cette dimension humaine.

La détection, à Tokyo même, d'un taux de trois à six fois la normale de césium dans de la viande de bœuf originaire d'une ferme de la zone comprise entre 20 et 30 kms de la centrale a créé un choc plus largement dans l'opinion, montrant que la population japonaise était dans son ensemble susceptible d'être exposée à la contamination, via la production alimentaire. Les mesures externes à l'animal avant son transport vers l'abattoir n'avaient en effet rien détecté.

Les contrôles sur les produits alimentaires, a-t-il été reconnu par les autorités, sont effectués de manière aléatoires et aucun changement n'est envisagé à ce sujet. Moins d'un pour cent de ceux-ci, provenant de la région de Fukushima, ont été contrôlés. Ce qui comprend également les produits de la mer, où l'on sait qu'une importante contamination est intervenue, se fixant au final dans la chaîne alimentaire : algues, crustacés et poissons. Enfin, si une interdiction gouvernementale empêche le transport des vaches et boeufs en dehors de la zone d'évacuation des 20 kms, rien de tel n'existe pour les porcs et les volailles.

Petit à petit, il se dessine une autre image de la catastrophe de Fukushima. L'équation économique en est aussi progressivement posée, sous le double angle de ses conséquences immédiates et à long terme. A un rythme ou à un autre, le Japon pourrait être désormais condamné à lui aussi sortir du nucléaire.

### **Corinne Lepage : *La vérité sur le nucléaire, le choix interdit* (livre aux éditions Albin Michel)**

En 230 pages alertes, Corinne Lepage nous fait partager ce que l'on pourrait qualifier de désinvolture du nucléaire, tournant sur son grill toutes les faces de son sujet, en particulier sous l'angle financier. Sans doute le plus intéressant provient de son expérience gouvernementale, en tant que ministre de l'environnement, qui lui a donné accès à l'envers du décor. On ne dira jamais assez comment les transfuges peuvent être passionnants ! Avec toutefois le regret qu'elle ne nous en dise pas plus sur sa propre expérience.

Le chapitre intitulé « une industrie hors normes » est à cet égard particulièrement éclairant, qui décrit l'exception nucléaire sous l'angle de l'environnement privilégié dont elle bénéficie, de l'Organisation mondiale de la santé à l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIEA), ces deux agences de l'ONU, à l'Euratom européenne. Ainsi que des multiples conditions dérogatoires du droit commun qui lui ont été accordées.

Une suite est réclamée, qui partirait de la constatation de Corinne Lepage qu'il s'agit d'un choix de société pour élargir son propos. La culture du secret et de la défiance qu'elle met en évidence et dénonce, n'étant comme on sait pas propre à l'électro-nucléaire, qui a su si bien la cultiver.

Une première approche du complexe électro-nucléaire nous est livrée, qui contribue à la description du système oligarchique de pouvoir.

### **Des promesses n'engagent que ceux à qui elles sont faites - le 7 juillet**

La catastrophe rampante de Fukushima a désormais acquis dans les esprits un statut équivalent à celui de Tchernobyl, il y a vingt-cinq ans. Bien que son scénario soit différent, et que le pire ait été miraculeusement évité dans les tous premiers jours, ce nouveau désastre suscite désormais une profonde réticence à l'égard de l'électro-nucléaire, en dépit de la résilience d'un complexe industriel nucléaire installé au cœur du pouvoir politique.

Mais Fukushima n'a pas fini de dispenser ses leçons, bien que disparu de l'actualité. En premier lieu, parce que Tepco, son opérateur, n'est toujours pas parvenu à reprendre en main la situation à la centrale, qui reste profondément instable et incertaine. En second, parce que les conséquences de la catastrophe se sont désormais propagées sur quatre échelles.

D'abord celle de la centrale elle-même, toujours sous soins palliatifs improvisés, aux installations dévastées et fragilisées, dont le cœur de trois cœurs de réacteurs a fait fusion et où sont stockés dans des conditions précaires d'importantes quantités de combustible. Résultat des attentions dont elle est entourée, Fukushima Daiichi a subi une sorte de mutation, devenue bouillire à produire non plus de l'électricité mais des masses d'eau hautement contaminée. Sans visibilité sur la poursuite des opérations, de dangereux rebondissements sont toujours à redouter.

Ensuite celle de la région et de la ville de Fukushima, où les 300.000 habitants qui n'ont pas été évacués (80.000 habitants dans un rayon limité de 20 kms autour de la centrale l'ont été) découvrent les servitudes de la vie sous la menace rampante d'une contamination radioactive insidieuse parce qu'invisible, dont les mesures officielles sont sujettes à caution, faisant face aux dissimulations des autorités censées les protéger et leur porter assistance. Soupçon et inquiétude minent de manière permanente la population et impriment leur marque à la vie de centaines de milliers de japonais, qui craignent d'être dans l'avenir considérés comme des parias. Le dos au mur, les autorités ne peuvent se résoudre à ordonner de nouvelles mesures d'évacuation, qui prendraient la forme d'une exode.

Pour ne donner que deux exemples, l'accès aux égouts de la ville de Fukushima a dû être condamné, à la suite de relevés de la contamination des eaux usées, le revêtement des sols des cours d'école a dû être remplacé, les bâtiments scolaires nettoyés au jet d'eau à haute pression.

En troisième lieu, celle du pays tout entier, qui doit déjà faire face aux terribles conséquences du tsunami qui a ravagé des régions côtières entières et fait de leurs habitants des déplacés devenus des assistés ayant tout perdu, maison et travail, y compris les repères de leur vie. 23.000 morts et disparus sont enregistrés. Mais les conséquences de Fukushima vont bien au-delà de la bonne exécution de l'immense chantier de la reconstruction et mettent en

question l'avenir du pays dans son ensemble, bouleversant son équation énergétique et impliquant sans attendre une diminution forcée de sa consommation et une reconversion ultérieure de sa production.

Dans l'immédiat, le gouvernement et les autorités régionales cherchent à autoriser la remise en route de nombreuses centrales mises à l'arrêt, et vont utiliser le classique simulacre des stress tests pour en justifier la décision auprès d'une opinion publique désormais sur le qui-vive. Seuls 19 réacteurs sur 54 fonctionnent actuellement, alors que l'apport du nucléaire est de 30% de la consommation.

Déjà atteinte par une brutale désorganisation, l'industrie japonaise doit faire face à d'importantes restrictions de sa consommation énergétique. Les tâches de la reconstruction, dont on attend un coup de fouet améliorant un PIB très malmené et diminuant les recettes fiscales d'un Etat très endetté, sont menacées d'un fort ralentissement. Le Japon va le premier expérimenter une reconversion forcée et rapide de son modèle de consommation de l'énergie, dans des conditions d'improvisation forcée, le parc de ses centrales nucléaires ayant révélé son extrême fragilité insoupçonnée. Le complexe électro-nucléaire est désormais sur la défensive, son premier opérateur sous perfusion financière de l'Etat, ses organismes de contrôle et de surveillance critiqués pour leur connivence institutionnelle.

Enfin, la catastrophe de Fukushima a eu un retentissement mondial, au moment même où l'industrie nucléaire se préparait à rebondir après une période de vaches maigres. La première page de cette nouvelle histoire a été écrite par le gouvernement allemand, qu'il serait injuste de créditer d'une décision prise à contre-cœur, le mouvement anti-nucléaire allemand qui n'a jamais cessé de manifester sa massive opposition pouvant à juste titre la revendiquer. L'arrêt progressif de la production d'électricité d'origine nucléaire a été décidée en Allemagne, créant un fait accompli devant lequel tous les autres gouvernements occidentaux ont été placés, les mettant en porte-à-faux.

Des stress tests du parc nucléaire européen ont été décidés dans l'urgence, à des fins de propagande, donnant lieu à de sévères passes d'armes avec les représentants des Allemands et des Autrichiens en raison de leur méthodologie arrangeante. La répétition dans différents domaines – l'assurance, la banque et maintenant l'électro-nucléaire – du même tour de passe-passe n'étant pas assurée de continuer à produire la même illusion au sein d'une opinion publique de plus en plus incrédule.

Sans vouloir abusivement solliciter la comparaison qui s'impose entre la crise financière mondiale et la catastrophe de Fukushima, et les remises en cause qu'elles induisent, une constatation peut être faite. Deux secteurs dominants d'activité sont en crise, marqués par le même culte d'une opacité omniprésente ainsi qu'une étroite interpénétration entre les intérêts privés et l'appareil d'Etat public. Parties prenantes de ce que l'on peut appeler un système oligarchique mondial, la finance et l'électro-nucléaire ont dévoilé une partie de leurs mystères et exhibé leurs grandes capacités de nuisance, bien que louangées pour des bienfaits qu'il n'était pas permis de contester.

Ce système oligarchique, auquel appartiennent également les grandes compagnies transnationales, n'a bien entendu pas l'intention d'abdiquer. Porteur d'illusions pendant des décennies – et de mérites réservés à une élite restreinte – il est désormais à la recherche de nouveaux points d'appui. Il est arrivé à un point où il peine à reprendre pied...

La chronique de la catastrophe de Fukushima va s'arrêter, et avec elles ses mises à jour, longtemps quotidiennes si ce n'est plus. De nouvelles interventions pouvant survenir si les

événements l'imposent. La démonstration a en effet été largement faite que, même si beaucoup ont redouté une réédition stricto sensu de Tchernobyl qui n'a pas eu lieu, ce à quoi nous avons assisté illustre avec grande éloquence une vérité toute simple : l'industrie électro-nucléaire est condamnée en raison des risques non maîtrisables qu'elle fait courir et qui resteront toujours imprévisibles. Le zéro risque est une nécessité, mais il n'est pas envisageable. Quand la situation dérape, la rétablir n'est jamais garanti.

Ceux qui veulent continuer à faire prendre ce risque sont au mieux des inconscients.

Elle est également sans avenir parce qu'elle correspond à un modèle économique qui a fait son temps – tout comme le système qui l'a représenté triomphant – car il épuise les ressources de la planète et en perturbe les grands équilibres, et n'est pas à ce titre reproductible à son échelle toute entière. Ayant à son actif d'avoir créé de profonds déséquilibres et inégalités sociales, et comme seule promesse de les accentuer.

Nous avons le bénéfice immense d'être les spectateurs d'une fin de règne, même si celle-ci est appelée à encore durer. Heureusement sans doute, car cela va nous laisser le temps de nous habituer à penser autrement, à briser le carcan de normes d'une grande indigence et de conservatismes rétrogrades. Au nom d'un réalisme qui désormais nous appartient.

## **L'industrie électro-pernicieuse - Le 19 juin**

Il y a maintenant quatorze semaines, la catastrophe de Fukushima a débuté, sans qu'aucune stabilisation de la situation ne soit depuis intervenue.

Si sa date de démarrage est connue, il n'y a en réalité aucun moyen d'estimer le temps nécessaire pour que l'on puisse enfin proclamer que tout est rentré dans l'ordre, si cela intervient. Un ordre nouveau, encore à inventer, et qui imposera que soient édictées des interdictions valables à tout jamais, une fois les énormes inconnues relatives au démantèlement de la centrale résolues, après qu'une stabilisation qui échappe toujours des mains soit finalement intervenue. Mais quand et comment ?

Sous soins palliatifs improvisés et après avoir frôlé le pire, la centrale est devenue une usine produisant des dizaines de milliers de tonnes d'eau hautement contaminée. Car telle est l'étrange situation à laquelle nous sommes à ce jour arrivés. Ces masses d'eau menacent toujours de déborder dans l'océan, après avoir progressivement envahi les sous-sols des réacteurs, ainsi que d'inonder le site, ce qui rendrait encore plus dangereux voire impossible les travaux qui doivent y être menés d'urgence pour éviter des rebondissements encore pires que la catastrophe actuelle.

Notamment la consolidation de ce qui peut l'être – dont la piscine n°4 à la structure défaillante – et la mise sous bâche des réacteurs, afin de diminuer la contamination de l'atmosphère et de les protéger de la pluie qui accroît encore, avec les injections d'eau destinées au refroidissement et qui ne peuvent être stoppées faute d'autre solution, les masses d'eau contaminées.

Non seulement la centrale recèle ses propres maléfices, notamment sous la forme de cet enchaînement, mais elle est le jouet potentiel plus que jamais vulnérable des éléments, pluies tropicales et typhons, non compte-tenu d'autre séismes et tsunamis qui peuvent toujours à nouveau survenir.

La reprise en main de la situation reposait sur le bon fonctionnement d'une chaîne improvisée et montée à la hâte de décontamination de l'eau, afin de l'utiliser ensuite pour créer un circuit fermé de refroidissement des réacteurs. Plus

précisément de trois coriums dont on ne connaît pas exactement l'étendue de la menace, ainsi que de cinq piscines chargées au total d'une très grande quantité de combustible nucléaire. Mais l'installation en question ne répond pas pour l'instant aux attentes, laissant en suspens la stabilisation attendue, pouvant pérenniser le provisoire imparfait et improvisé si aucune solution n'est trouvée à son dysfonctionnement.

Quoi faire de cette eau ou des boues résultant de sa décontamination, au cas où l'installation sera remise en fonction et accomplira sa mission ? Régler un problème en crée depuis le début un autre, dans une course après les événements qui n'en finit pas, à tout instant perturbée par des incidents imprévus et difficiles à surmonter dans le contexte d'une installation nucléaire sinistrée, où tout est problème et danger.

Au fur et à mesure que le temps passe, il est découvert que la contamination radioactive d'une large région a été plus importante que décelé ou reconnu dans les premières semaines, celle-ci se poursuivant à moindre échelle. Il n'en résulte pas seulement une dissémination d'isotopes radioactifs d'iode et de césium, mais aussi de plutonium, de strontium, d'uranium et de cobalt – dans des quantités faibles mais encore mal estimées pour ces derniers, – dont la demi-vie est beaucoup plus longue et les effets sanitaires pernicieux.

Dans de larges zones autour de la centrale, des dizaines de milliers de japonais ont entamé l'apprentissage de la vie – ou plutôt de la peur – dans une atmosphère dont la mesure du risque qu'elle représente est sujette à caution et les laisse dépendants d'autorités dans lesquelles ils ont perdu confiance, quand ils n'ont pas été évacués à tout jamais de leur lieu de vie. Les conséquences cumulées à plus long terme de cette contamination restent inconnues; la contamination de la chaîne alimentaire ne connaissant, quant à elle, pas de frontières traçables.

Enfin, le démantèlement de la centrale, c'est à dire de quatre réacteurs – trois coriums étant vraisemblablement répandus sur la semelle de leurs enceintes de confinement respectives (une situation jamais rencontrée) – va imposer de concevoir et mettre au point des solutions techniques robotisées n'existant pas à ce jour. Les travaux pourraient durer dix ou quinze ans selon les premières estimations, imposant de stocker des masses colossales de matériaux hautement contaminés.

Une nouvelle fois, l'humanité est entrée brutalement en zone interdite à Fukushima, qui plus que jamais mérite son nom de catastrophe rampante.

Le complexe électro-nucléaire japonais a été mis à nu, dans ses impréparations et ses imprévoyances comme dans ses connivences et son opacité structurelle. L'opérateur de la centrale a été soupçonné de mensonges ou omissions, pratique naturelle dans cette industrie, mais le pire à bien y réfléchir est qu'il n'a peut-être même pas pu ou su analyser des événements qui le dépassaient. Les structures d'alerte n'ont pas fonctionné, celles de contrôle et de décision de l'administration se sont révélées étroitement liées à l'opérateur privé.

Fukushima n'est pas seulement une tragédie japonaise : en dépit de ses singularités, ses leçons sont universelles. La première d'entre elle est que le jeu n'en vaut pas la chandelle, pour qui s'arrête un bref instant pour y penser au vu de ce qui est en train de se passer.

### **Même motif, même punition - Le 30 mai 2011**

« La France n'est pas le Japon, qu'un séisme et un tsunami y ravagent une centrale nucléaire est invraisemblable ». Les

défenseurs de l'électro-nucléaire s'en sont d'abord tenus à cette seule parade pour écarter tout risque, inquiétude et raison même de s'interroger. Craignant – on ne sait jamais – de voir surgir le fantôme d'une époque maintenant ancienne où l'option nucléaire était l'objet d'une vigoureuse contestation.

Fukushima tombant dans les oubliettes des médias, happés par de nouveaux sujets tous les deux ou trois jours, des tests de résistance européens allaient être séance tenante organisés, afin de lever les derniers soupçons, pour faire oublier l'alarmisme gouvernemental des premiers jours de la catastrophe, rétrospectivement sans fondement.

Trop scrupuleux, un commissaire européen allemand jouait alors les trouble-fêtes, prétendant élargir aux chutes d'avion et attentats en tous genres l'éventail des risques qui devaient être testés. En l'espace de quelques réunions internationales et sous le poids d'amicales pressions, il a dû finalement manger son chapeau. Le terrain dégagé, on respirait alors chez les électro-nucléaires ! Faute de temps, dans le calendrier imparti par les dirigeants politiques, les opérateurs des centrales allaient utiliser leurs vieux tests pour démontrer que tout allait bien, l'orage allait s'éloigner. Tests des banques ou des centrales, la même recette était utilisée.

Patatras, les aléas de la politique vinrent alors bousculer ces calculs trop finauds. Le mal était donc plus profond. Les voisins suisses, puis allemands, décidaient de sortir du nucléaire... Comme si la simple mais incontournable leçon de Fukushima avait été enregistrée et que ceux-là au moins en tiraient les conséquences : « Décidément, le nucléaire, c'est bien quand ça va bien. Mais quand cela tourne mal... »

Un nouvel argumentaire a du être improvisé. Faute de pouvoir continuer à magnifier la sûreté du nucléaire et ses innombrables bienfaits, ne pouvant pas opposer pour seul argument sa propreté à la production malfaisante de CO2 des centrales à gaz et à charbon, les électro-nucléaires ont alors décidé d'employer l'argument de dernier recours, comme une banque centrale agitant l'épouvantail de l'inflation : la référence au porte-monnaie. Non sans flatter au passage un vieux fond anti-allemand, nos voisins étant soupçonnés de jouer la facilité en fermant leurs centrales pour mieux s'approvisionner aux nôtres.

Une sortie du nucléaire serait hors de prix ! Voilà la seconde ligne de défense toute trouvée. Comment les foyers modestes pourraient-ils y faire face, en raison des énormes investissements qui seraient nécessaires et de leur répercussion sur les tarifs de l'électricité ? Nos experts oubliant qu'il y a quelques semaines, EDF réclamait une hausse impressionnante de ses tarifs, alors qu'il n'était pas du tout question d'une telle sortie.

Il en est du nucléaire comme de la finance. Il y règne à tout point de vue une grande opacité. Dans les deux cas, leurs bienfaits sont immenses, jusqu'au jour où... Avec la même assurance, les risques qui y sont pris sont maîtrisés, mais...

Ces deux industries ont donc des points communs. Est-ce étonnant, puisqu'elles appartiennent au même monde et qu'elles ont les mêmes hagiographes et farouches défenseurs ? Que trouve-t-on quand on tire le petit fil rouge de l'électro-nucléaire ? Un complexe industriel et financier, une bande de compagnies transnationales et de mégabanques ! Un monde qui ces temps-ci à tendance à souvent trébucher.